

L'engagement renouvelé des États-Unis en Europe sous l'impulsion de l'administration Biden et en réponse à la guerre en Ukraine, a ravivé l'espoir chez les Européens de redevenir un pilier central de la politique étrangère américaine. Toutefois, dans un contexte géopolitique marqué par des multiples crises simultanées et interconnectées, il semble que Washington privilégie désormais d'autres théâtres stratégiques. Ce changement de cap se reflète dans le débat politique interne, où les relations transatlantiques émergent comme un point de divergence majeur entre les candidats à la présidentielle. Cette situation suscite des interrogations quant à l'engagement futur des États-Unis au sein de l'Alliance politico-militaire. Ainsi, à l'approche des élections présidentielles américaines, le choix des électeurs se tiendra à un rôle-clé : le scrutin renforcera-t-il ou affaiblira-t-il l'OTAN ?



Le choix Trump ou une Alliance atlantique dépourvue des USA ?

Donald Trump et son colistier J.D. Vance critiquent régulièrement l'Alliance durant leurs meetings, reprochant aux Européens de profiter de la protection américaine sans contribuer suffisamment à la défense¹. Cependant, le discours du candidat républicain a évolué depuis son premier mandat. Affirmant en 2020 que l'OTAN était « morte » et que les États-Unis ne soutiendraient plus l'Europe en cas d'attaque russe, Trump adopte aujourd'hui une approche plus nuancée. Plutôt que de menacer directement

¹ STASSIS, Cristina. « The US election and NATO : What's at stake ». *Defense News* [en ligne], 31 août 2024 [Consulté le 22/10/2024]. Disponible sur : <https://www.defensenews.com/global/europe/2024/07/31/the-us-election-and-nato-whats-at-stake/>.

de quitter l'organisation, il privilégie désormais une vision de l'OTAN plus « transactionnelle ». En février 2024, il déclarait ainsi qu'il laisserait la Russie attaquer les pays de l'OTAN qui ne respectent pas leurs engagements financiers, tout en pressant les Européens d'augmenter considérablement leurs dépenses de défense et de renforcer leurs capacités militaires² en conséquence.

Trump victorieux, il est possible de s'attendre à une redéfinition profonde et brutale du rôle des États-Unis au sein de l'OTAN, réduisant leur centralité et leur prééminence. Dans cette plausible configuration, les Européens devraient assumer la responsabilité de la majeure partie des forces conventionnelles au sein de l'Alliance, tandis que les États-Unis se recentreraient principalement sur des capacités stratégiques ciblées, à l'image de la dissuasion nucléaire³.

Cette décision bouleverserait les relations transatlantiques, probablement bien plus qu'au cours de son premier mandat, dans la mesure où les États-Unis réduisant la part de leur engagement, l'Alliance perdrait son principal pilier militaire, qui assure la majorité des dépenses et des équipements critiques. Sans cette contribution, l'OTAN souffrirait de carences majeures en commandement, renseignement, surveillance, logistique, mais aussi en munitions, en projection des forces et en termes de puissance. Ces lacunes réduiraient gravement son efficacité en cas de guerre et la rendraient plus vulnérable face aux menaces extérieures⁴. Face à l'inconnue que représente Trump pour la bonne santé de l'Alliance, l'administration Biden a fait voter une loi en juillet 2023 empêchant un retrait unilatéral des États-Unis de l'OTAN sans l'accord du Sénat. Néanmoins, même sans retrait, les relations entre Washington et les Européens pourraient être très tendues à cause de l'imprévisibilité de Trump et de ses déclarations provocatrices, risquant d'affaiblir la confiance et la coordination au sein de l'Organisation.

Kamala Harris : Un meilleur avenir pour l'OTAN ?

Si la possible élection de Trump inquiète les Européens, celle de Kamala Harris semble plus optimiste. Après l'annonce du retrait de Joe Biden, la candidature de Harris, peu connue, a d'abord suscité du scepticisme en Europe. Toutefois, elle a su rapidement apaiser ces craintes en affirmant son soutien indéfectible à l'OTAN et au principe de défense collective, se plaçant dans la continuité de Biden⁵.

² HIRSH, Michael. « Trump's Plan for NATO Is Emerging ». *Politico* [en ligne], 07 février 2024 [Consulté le 22/10/2024]. Disponible sur : <https://www.politico.com/news/magazine/2024/07/02/nato-second-trump-term-00164517>.

³ BATEMAN, Tom. « US allies try to 'Trump-proof' NATO - but is that even possible? ». *BBC News* [en ligne], 12 juillet 2024 [Consulté le 22/10/2024]. Disponible sur : <https://www.bbc.com/news/articles/c3gr90jnxjvo>.

⁴ HOORICKX, Estelle. « L'OTAN sans les États-Unis : quelle défense pour l'Europe ?! ». *DSI Magazine*, août 2024, Hors-série n° 97, p. 28-31.

⁵ SWP, CEPS, PISM, and Chatham House. « Why the U.S. presidential election matters for Europe. Council on Foreign Relations ». *Council of Councils* [en ligne], 03 septembre 2024 [Consulté le 22/10/2024]. Disponible sur : <https://www.cfr.org/councilofcouncils/global-memos/why-us-presidential-election-matters-europe>.

Harris a réaffirmé que, sous sa présidence, les États-Unis demeureraient un acteur central de la sécurité mondiale, en contraste avec l'isolationnisme prôné par le ticket Trump-Vance. Elle soutient activement l'envoi de matériels militaires et de financements à l'Ukraine, tout en s'engageant à ne pas normaliser les relations avec des « dictateurs » tels que Poutine.⁶

En miroir inversé face à Trump et Vance, Harris s'entoure de figures pro-européennes comme son colistier Tim Walz ainsi que son probable conseiller à la sécurité nationale, Phil Gordon, tous deux connus pour leur Europhilie.

Néanmoins, cela ne signifie pas que les relations avec l'Europe retourneront à la situation antérieure à l'invasion de l'Ukraine.⁷ L'appel à une plus grande prise en charge des capacités de défense de l'OTAN par les Européens est une demande transversale partagée par les deux grands partis américains. La guerre en Ukraine a démultiplié cette exigence : les Européens doivent désormais faire davantage pour leur propre défense, car les États-Unis ne peuvent pas ou plus tout assumer.

Cette évolution est portée par une nouvelle génération de politiciens américains, moins marquée par la Guerre froide et le Vieux Continent, mais plus focalisée sur d'autres priorités géopolitiques, notamment l'Indopacifique avec la rivalité avec Pékin.

Le scrutin étasunien comme balancier stratégique

Bien que Trump et Harris partagent l'idée que les Européens aient la nécessité d'accroître la part d'investissements dans leur propre défense, leurs approches divergent nettement. Trump préconise une réorientation des ressources militaires américaines vers l'Indopacifique, considérant la rivalité avec la Chine comme la priorité absolue. Dans ce cadre, les États-Unis réduiraient leur rôle au sein de l'OTAN, se concentrant sur des capacités caractéristiques comme la dissuasion nucléaire, ce qui pourrait affaiblir la cohésion et la concorde de l'Alliance atlantique.

Harris, quant à elle, défend un engagement solide envers l'OTAN, réaffirmant la place centrale des États-Unis et le principe de défense collective. Toutefois, sa récente nomination en tant que candidate démocrate, en remplacement de Biden, et ses premières déclarations laissent supposer que certains aspects de son programme pourraient encore évoluer. Ainsi, la candidate démocrate ne pourra ignorer le pivot

⁶ ROBLES, Salomé. « Guerre en Ukraine: Kamala Harris réaffirme son soutien à Kiev et ne fera "pas ami-ami avec des dictateurs" ». *BFMTV* [en ligne], 23 août 2024 [Consulté le 22/10/2024]. Disponible sur : https://www.bfmtv.com/international/amerique-nord/etats-unis/elections-americales/guerre-en-ukraine-kamala-harris-reaffirme-son-soutien-a-kiev-et-ne-fera-pas-ami-ami-avec-des-dictateurs_AV-202408230050.html

⁷ VINOUCUR, Nicholas. « What a Kamala Harris win would mean for Ukraine and NATO. ». *Politico* [en ligne], 12 août 2024 [Consulté le 22/10/2024]. Disponible sur : <https://www.politico.eu/newsletter/brussels-playbook/what-a-kamala-harris-win-would-mean-for-ukraine-and-nato/>

asiatique amorcé sous Obama et intensifié sous Trump, tant cette orientation s'est imposée dans la politique étrangère américaine. De plus, elle devra composer avec un électorat et un monde politique américain qui ne souhaitent plus que les États-Unis endossent le rôle de « gendarmes du monde », mais qui plaident pour un recentrage budgétaire sur la prospérité du pays et l'unité nationale.

